

## "La France ne va pas si mal que ça !" : les paradoxes français analysés par l'historien britannique Emile Chabal

**Idées.** Alors que notre pays est plongé dans une crise politique inédite, le professeur à l'Université d'Edimbourg analyse les contradictions françaises, entre anticapitalisme de façade, rhétorique révolutionnaire et obsession pour l'Etat.

**Propos recueillis par Thomas Mahler**

Publié le 09/10/2025 à 18:00



Emmanuel Macron, le 8 octobre 2025 à l'Elysée.  
IP3 PRESS/MAXPPP

---

**P**rofesseur d'histoire contemporaine à l'Université d'Edimbourg (Ecosse), Emile Chabal est spécialiste de l'histoire politique et intellectuelle française. Le chercheur britannique publie le bienvenu *Le Paradoxe français*

(Markus Haller, 23 octobre), qui analyse les racines historiques des contradictions et fractures [d'une nation aujourd'hui en pleine crise de régime](#).

Pour L'Express, Emile Chabal explique les paradoxes d'un pays qui manie volontiers la rhétorique révolutionnaire, mais a été principalement gouverné par des conservateurs, ou qui ne jure que par l'anticapitalisme alors qu'il compte parmi les économies capitalistes les plus avancées du monde. Il éclaire aussi les raisons de notre obsession "pathologique" pour l'Etat.

### **L'Express : Vue de l'étranger, la France est-elle devenue ingouvernable ?**

**Emile Chabal :** D'un point de vue politique et institutionnel la France semble être sur le point de devenir aussi instable que la Belgique ou l'Italie. Cela reflète les mutations profondes de la démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle : il y a aujourd'hui une cacophonie d'idées, de ressentiments, de "ras-le-bol", de tendances, de mouvements, et de revendications au sein de la société française. Les partis et les politiques peinent à organiser et à mobiliser cette cacophonie. Un paysage politique éclaté et chaotique en est le résultat. A terme, il faudra repenser les institutions politiques afin de mieux gouverner – et, en particulier, il faudra écarter le modèle gaulliste du président autoritaire et omniscient.

Inscription newsletter

### **Expression**

La lettre d'information des idées de  
L'Express

**LIRE AUSSI : "Si Emmanuel Macron démissionnait..." : la mise en garde de l'expert britannique John Keiger**

Cependant je ne suis pas aussi pessimiste que nombreux de mes collègues. Beaucoup estiment que le pays est dans une situation catastrophique et sans issue, mais, en regardant la mobilisation des jeunes lors des élections législatives en 2024 ou le succès de certains secteurs industriels et technologiques français, je me dis que la France ne va pas trop mal. Après tout, cela fait plus de trois siècles que les dirigeants français – aussi bien autoritaires que démocratiques – se désolent d’une France "ingouvernable", mais le pays s’est développé et s’est transformé quand-même. L’année 2025 sera-t-elle vraiment plus catastrophique que 1968, 1940 ou 1871.. ?

**Notre pays est selon vous "une terre de paradoxe". N'est-ce pas le cas de toutes les nations ?**

Bien sûr ! Mais la France les multiplie. Célèbre pour ses grèves et ses conflits sociaux, elle présente un taux de syndicalisation parmi les plus faibles d’Europe. Elle compte parmi les économies capitalistes les plus avancées au monde, mais près de la moitié des Français se disent opposés au système capitaliste. Elle abrite des millions d’immigrés, mais aussi l’un des plus vieux mouvements d’extrême droite du monde occidental.

Les paradoxes persistent même au-delà de la France. Aux yeux des étrangers, la France est le pays du bon vivre, de la haute couture, de la gastronomie. Mais quand ils viennent, ils se rendent compte que cela ne correspond pas à ce qu’ils voient. Il y a ainsi en sans cesse une opposition entre des concepts ou des fantasmes et la réalité.

**Vous soulignez qu’elle est le berceau des idées révolutionnaires, mais qu’elle a presque toujours été gouvernée par des conservateurs depuis deux siècles...**

Mes collègues historiens à l’étranger ont souvent une vision de gauche de la France. Mais depuis la fondation de la Ve République, la gauche n’a eu de majorité au Parlement que pendant vingt ans, alors que les mandats de présidents de gauche ne totalisent que dix-neuf ans.

**LIRE AUSSI : "Emmanuel Macron doit démissionner, sinon les marchés l'y contraindront" : l'avertissement d'un ex-économiste du FMI**

Même si une France "révolutionnaire" existe toujours dans la mentalité d'une certaine partie du peuple de gauche, la réalité aujourd'hui est beaucoup plus complexe. Il y a un éclatement du consensus autour de certaines valeurs, comme l'idée de la République ou d'un État fort issu des Trente glorieuses. On ferait alors mieux de parler d'un pays profondément divisé. Comme je le montre dans mon livre, ces divisions de fond – entre la droite et la gauche, par exemple – peuvent avoir un impact considérable sur la vision qu'ont les Français de leur pays.

Le blocage politique actuel n'est que le reflet de ces visions incompatibles. Même au sein des familles politiques, les socialistes ne s'entendent pas avec les insoumis ou les écologistes. A droite, c'est encore pire. Elle s'est construite au XIXe siècle en opposition à la gauche, au progrès et à la Révolution, ce qui fait qu'elle a moins de cohérence idéologique, et on voit aujourd'hui à quel point elle est éclatée.

**“L'obsession des Français pour l'Etat est bien réelle !”**

Après, cela ne veut pas dire que le clivage droite-gauche a perdu d'actualité. Bien qu'Emmanuel Macron ait voulu enterrer ce clivage historique, il ressurgit de façon inattendue. En écoutant Mathilde Panot, par exemple, on dirait une communiste des années 1950. Et la droite retrouve aisément des thématiques chères aux conservateurs du XIXe siècle : l'ordre, la stabilité, la sécurité et le nationalisme. Même le RN sous [Jordan Bardella](#) essaie d'attirer ce peuple de droite qui rechigne encore à voter pour l'extrême droite. Il me semble fort probable que les prochaines échéances électorales verront un retour en force de la dynamique droite-gauche.

## **Comme vous le dites, le contraste est grand entre les opinions foncièrement anticapitalistes des Français et la réalité de leur économie...**

J'habite au Royaume-Uni où il y a relativement peu de décalage entre la vision du pays et son économie réelle. Les Britanniques ne se revendiquent nullement anticapitalistes. Alors qu'en France, à droite comme à gauche, le système économique est durement critiqué. Je pense que cela tient à la tension entre les réalités économiques et l'élan révolutionnaire qui reste très ancré, non seulement dans les mouvements sociaux ou une partie de la gauche, mais aussi dans les discours autour de la politique. Ceux-ci sont bien plus violents et polémiques qu'au Royaume-Uni. Une des conséquences est que les Français peuvent se penser – et se dire – anticapitalistes, même s'ils ne le sont pas dans la réalité.

## **Comment expliquer l'omniprésence de la rhétorique de la "résistance" comme celle de la "défaite"?**

La "résistance" renvoie aujourd'hui souvent à la Seconde Guerre mondiale. Même si la résistance contre l'occupation nazie de la France n'avait rien d'exceptionnelle dans une Europe sous domination allemande, l'idée de résistance est rapidement devenue un mythe sous l'influence du général de Gaulle. La rhétorique de la "résistance" est alors devenue très importante afin d'asseoir le pouvoir gaulliste et réunir les Français. Mais l'idée de "résistance" fait aussi partie de la mythologie de la gauche française. Dans ce cas, elle renvoie plutôt à la résistance contre les réactionnaires et les conservateurs.

### **LIRE AUSSI : David McWilliams, économiste irlandais : "La France est devenue le Brésil de l'Europe"**

Ces deux visions se sont entremêlées depuis 1945 avec pour résultat que la France est devenu un pays de "résistants" qui s'opposent à certaines des plus fortes tendances politiques et économiques mondiales, que ce soit

l'opposition à l'américanisme dans les années 1950, le libre-échange dans les années 1990, ou encore l'impérialisme américain au XXIe siècle.



La Loupe

[Partager](#)

[+ Suivre](#)

[Acast](#)

## L'antiaméricanisme, une histoire française : 1898, l'acte de naissance (1/4)



19 mai 2025 • 19 min • [Écouter plus tard](#)



L'antiaméricanisme, une histoire française : 1898, l'acte de naissance ... 19 min



L'antiaméricanisme, une histoire française : Le souvenir de la crise de 29 ... 17 min



L'antiaméricanisme, une histoire française : Ce que pensait vraiment De ... 21 min



L'antiaméricanisme, une histoire française : Guerre en Irak et altermond... [Conditions d'utilisation](#)

En même temps, l'idée de "résistance" doit toujours faire face au spectre de la défaite. Les catastrophes militaires de 1940, Dien Bien Phu ou la guerre d'Algérie font peur aux Français et leurs dirigeants. Pire encore, le déclin économique du pays depuis la fin des Trente glorieuses semble confirmer une tendance générale. C'est pourquoi on parle incessamment en France de "déclin", de "blocage" ou de "pathologie". Cette angoisse que la France ne serait pas la hauteur de son destin historique est omniprésente. Pour y remédier, à chaque fois, on invoque un nouvel élan révolutionnaire ou l'esprit de la résistance...

**"Aux yeux d'observateurs extérieurs, l'obsession des Français pour l'État a quelque chose de pathologique" écrivez-vous...**

Quand je parle de mon livre à des publics américains, anglais ou allemands, on me demande toujours pourquoi l'État est si important en France. Et quand j'interroge n'importe quel Français sur l'actualité, on me parle aussi systématiquement de l'État. Il faut donc expliquer cette obsession, car elle est bien réelle !

La première explication tient à l'histoire longue de la France. Déjà aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, il y a eu la volonté de créer une unité nationale autour d'une institution forte, en l'occurrence l'État, et cette tendance s'est accélérée à l'époque contemporaine des deux Napoléon, la III<sup>e</sup> République et le général de Gaulle. Tous se sont appuyés sur l'idée d'un État fort, dominateur et protecteur – et cette vision persiste aujourd'hui.

**“Les territoires d’outre-mer sont des prémonitions de ce qui  
pourrait se passer en métropole”**

La deuxième explication tient à l'expérience française de l'après-guerre. L'intervention de l'État durant la période des Trente glorieuses a été plus marquée en France qu'ailleurs, même en comparaison du Royaume-Uni qui a pourtant fondé le National Health Service (NHS), une institution publique gigantesque. En France, l'État est intervenu dans tous les domaines, et son rôle peut se comparer aux pays de l'Est sous les régimes communistes. Même si les idéologies sont très différentes, les idées technocratiques et le degré d'intervention au niveau social sont similaires, entre l'urbanisation, la construction de grands ensembles, la reconstruction du système de santé, le développement d'infrastructures énormes...

La troisième explication, plus récente, tient à la désindustrialisation des années 1980. Là encore, il y a eu des différences avec d'autres pays européens. Au Royaume-Uni, par exemple, Margaret Thatcher a assumé pleinement les conséquences de la désindustrialisation en cassant notamment le secteur minier. Mais en France, dirigée par des gouvernements socialistes, l'État a subventionné les pertes économiques. Cela a protégé les communautés durement touchées par la désindustrialisation, mais a fait que l'État a subventionné le chômage qui était déjà à l'époque systématiquement plus élevé qu'ailleurs en Europe (et le reste toujours). Cette décision était parfaitement justifiée en vue des conséquences néfastes de la désindustrialisation, mais elle a créé non

seulement une bombe à retardement budgétaire – dont l'impact se fait sentir aujourd'hui en forme de déficit rampant – mais aussi une dépendance accrue vis-à-vis de l'État-providence. Il est néanmoins compliqué de réduire cette dépendance car le tissu social français est entretenu en large partie par l'État ; le défaire trop rapidement ferait plonger le pays dans une crise sociale aiguë.

**Vous rappelez également que toutes les anciennes puissances coloniales européennes ont conservé des vestiges de leur empire passé sous la forme de petites îles isolées. Mais aucun autre État n'a, comme la France, 2,8 millions de citoyens vivant "Outre-mer", entre la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Mayotte, la Réunion ou la Nouvelle-Calédonie. Ce reste d'empire va-t-il devenir un boulet politique ?**

La décolonisation n'a pas eu lieu dans ces territoires. Ils ont tous connu des mouvements décoloniaux, des revendications indépendantistes. Mais pour diverses raisons, ils ne sont pas devenus indépendants. Aujourd'hui, cela pèse lourd d'un point de vue mémoriel. Ces territoires sont marqués par la mémoire de l'esclavage, des bagnes ou des ravages des terres agricoles, comme on l'a vu avec le scandale du chlordécone en Martinique et Guadeloupe.

**LIRE AUSSI : "Vous pourriez l'appliquer aux Outre-Mer" : la méthode de Ramón Méndez Galain, l'homme qui a décarboné l'Uruguay**

Ce qui me frappe c'est aussi à quel point les territoires et départements d'Outre-mer sont des zones d'expérimentation politique. Par exemple, [Mayotte](#) est le premier endroit en France où le droit du sol ne va plus être pleinement appliqué. Je pense qu'il se passera la même chose en métropole d'ici vingt ans. De même, les gilets jaunes ont été annoncés par les blocages de ronds-points et les manifestations contre la vie chère en Guyane. En [Nouvelle-Calédonie](#), il y a aujourd'hui un débat houleux autour de la



représentation démocratique. Faut-il être résident depuis cinq ou dix ans pour participer à des élections ? Ces territoires d'Outre-mer sont donc aussi des prémonitions de ce qui pourrait se passer en métropole...

### **En quoi la France serait-elle un pays "intensément historique" ?**

Toutes les nations sont obsédées par leur histoire. Mais en France, les références historiques ne cessent d'imprégner les discours. Au Royaume-Uni, un politique va parfois se référer au passé, mais en général, l'histoire est bien moins présente dans les débats. En France, au lieu de parler du racisme ou de l'islam dans la société actuelle, on en revient à 1905 ou Jules Ferry. On fait passer des débats d'actualité à travers l'histoire. J'explique ainsi à mes étudiants qu'il ne faut pas être dupe. Quand un dirigeant français parle de la Résistance, de Thermidor ou de la IIIe République, il faut toujours chercher les enjeux actuels derrière son discours.

Malheureusement cette tendance à en revenir à l'histoire peut empêcher de réimaginer le présent. Je pense que la crise politique actuelle en est un exemple flagrant. Voici le moment idéal pour dépasser les idées reçues, par exemple sur les institutions politiques, le rôle du président ou la transition écologique. Mais trop souvent les politiques restent dans des logiciels dépassés par la réalité. A un moment donné, il faudra laisser l'Histoire pour y rentrer !

### **Malgré les différences culturelles, tous les pays européens ne sont-ils pas aujourd'hui confrontés aux mêmes problématiques, avec notamment l'immigration qui est devenue un sujet particulièrement clivant sur le plan politique ?**

Là, pour le coup, la France a été en avance ! La présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle en 2002 a notamment annoncé ce qui allait arriver aux Etats-Unis en 2016. D'ailleurs, après la première victoire de [Donald Trump](#), il y a eu un débat houleux au sein de la gauche américaine pour savoir si le vote en sa faveur était de nature raciste

ou de classe. Mais il s'agissait exactement des mêmes débats qui ont eu lieu en France dans les années 1980 et 1990 du fait de la montée du Front national. A l'époque, la gauche française s'est demandé s'il fallait dénoncer le racisme ou tenter de récupérer une classe ouvrière qu'elle avait perdue.

**LIRE AUSSI : Nicolas Roussellier : "La Ve République a mangé son pain blanc, l'Etat fort ne produit plus de résultats positifs"**

De même, au sujet du colonialisme, on a vu en France depuis les années 1960 de nombreuses polémiques sur la mémoire de la guerre d'Algérie, la responsabilité de l'État, la compensation des "pieds-noirs", les lois mémorielles (Taubira, Gayssot)... Tout ce qu'on a ensuite retrouvé au Royaume-Uni en 2020, quand la statue d'Edward Colston a été déboulonnée à Bristol.

Les militants et les politiques étrangers ont donc tout intérêt à étudier l'expérience française car elle peut éclairer aussi bien les possibilités que les impasses du présent.

***Le Paradoxe français***, par Emile Chabal, traduit de l'anglais par Patrick Hersant. Markus Haller, 279 p, 16 €. Parution le 23 octobre.



**Thomas Mahler**

Directeur adjoint de la rédaction